

Consultation citoyenne

« Ma commune, mon maire & moi » Volet Environnement



LEVÉE D'EMBARGO : MERCREDI 24 SEPTEMBRE À 05H

Septembre 2025

Présentation des résultats

CONTACTS ODOXA

Céline Bracq
Directrice générale
celine.bracq@odoxa.fr

Erwan Lestrohan
Directeur Conseil
erwan.lestrohan@odoxa.fr

ODOXA

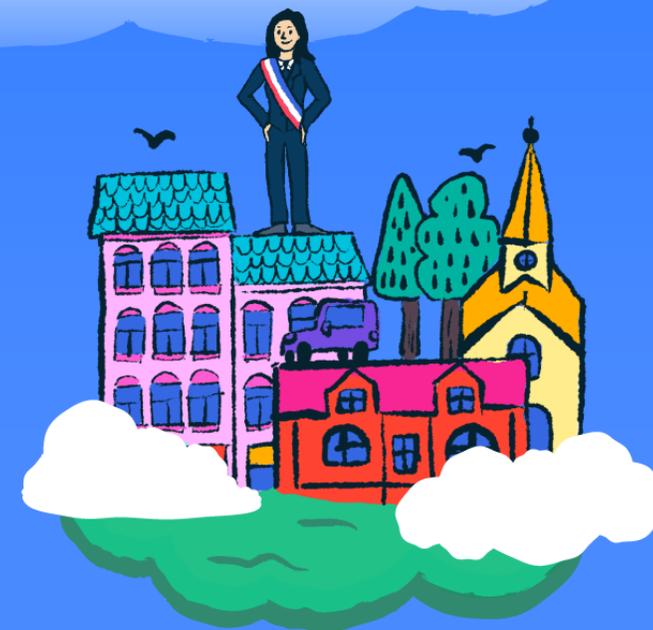
Ma commune,
mon maire & moi

En route vers les municipales 2026



Consultation citoyenne

Que faire face au
dérèglement climatique ?





Méthodologie

Consultation citoyenne

Que faire face au
dérèglement climatique ?



Méthodologie



Recueil

Enquête réalisée par Internet via un questionnaire mis en ligne sur l'ensemble des pages des sites d'ICI, ici.fr et francebleu.fr du **1er au 15 septembre 2025**.



Participants

13 164 Français âgés de 18 ans et plus ont répondu à la consultation nationale.



UNE GRANDE CONSULTATION NATIONALE, REPRÉSENTATIVE DES OPINIONS DES FRANÇAIS

Une pondération a été appliquée aux résultats afin que la structure de la population des personnes ayant participé à la consultation soit identique à celle de la population française en termes de sexe, âge, d'activité, de catégorie de commune et de région de résidence (les répondants pour la Corse ont été intégrés à l'ensemble PACA+Corse).

Cette pondération permet d'assurer la **représentativité nationale** des opinions présentées dans ce rapport.

Précisions sur les marges d'erreur

Chaque sondage présente une incertitude statistique que l'on appelle marge d'erreur. Cette marge d'erreur signifie que le résultat d'un sondage se situe, avec un niveau de confiance de 95%, de part et d'autre de la valeur observée. La marge d'erreur dépend de la taille de l'échantillon ainsi que du pourcentage observé.

Taille de l'Echantillon	Si le pourcentage observé est de ...					
	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,5	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8
13 000	0,3	0,5	0,7	0,8	0,8	0,9

Résultats régionaux →

Résultats nationaux →

Lecture du tableau : Dans un échantillon de 13 000 personnes, si le pourcentage observé est de 20% la marge d'erreur est égale à 0,7% : le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [19,3 ; 20,7].



Principaux
enseignements

Consultation citoyenne

Que faire face au
dérèglement climatique ?



Risques climatiques : 3 Français sur 10 se disent prêts à déménager dans les années à venir

- Loin d'être climatosceptiques, 9 Français sur 10 constatent que le dérèglement climatique est en route et 35% pensent même qu'il est déjà trop tard, un sentiment qui progresse fortement (+5 pts en 3 ans).
- 28% des Français déclarent qu'ils pourraient déménager pour habiter dans une commune moins exposée aux risques climatiques et 12% pourraient même changer de région (ces derniers se dirigeraient en tout premier lieu vers la Bretagne).
- Alors que la mairie est la collectivité à laquelle ils font le plus confiance dans ce domaine, **77% des Français estiment que leur maire ne met pas assez d'actions en place pour lutter contre le dérèglement climatique**. Parmi eux, si 33% considèrent que c'est parce qu'il manque de moyens, ils sont 44% à penser que c'est parce que ce n'est pas une priorité de son action.
- Pour adapter les villes aux conséquences du dérèglement climatique, **ils fixent trois priorités à leurs maires** : renforcer la végétalisation de l'espace urbain (67%), limiter les constructions et la bétonisation (64%) et éduquer les habitants à de bonnes pratiques écologiques (56%).
- Bien qu'ils soient très motivés pour s'engager personnellement, **les Français privilégient encore des écogestes déjà répandus ou dont l'impact reste limité** comme consommer uniquement des fruits et légumes de saison (68%) ou limiter sa consommation d'eau (68%).
- Légitimes et attendus sur ce sujet, **les maires gagneraient à mieux sensibiliser leurs administrés à de « bonnes pratiques pour la planète » car ceux-ci sont bien disposés** : 62% d'entre eux sont d'ores et déjà prêts à mettre en œuvre au moins l'un des 4 écogestes les plus bénéfiques pour le climat testés dans la consultation (renoncer à sa voiture pour les trajets quotidiens, réduire son streaming de plusieurs heures par jour, passer à la voiture électrique, adopter un régime alimentaire végétarien).

Consultez la synthèse détaillée des résultats de la consultation à partir de la page 20



Résultats de la consultation

Le dérèglement climatique
et ses conséquences locales

Consultation citoyenne

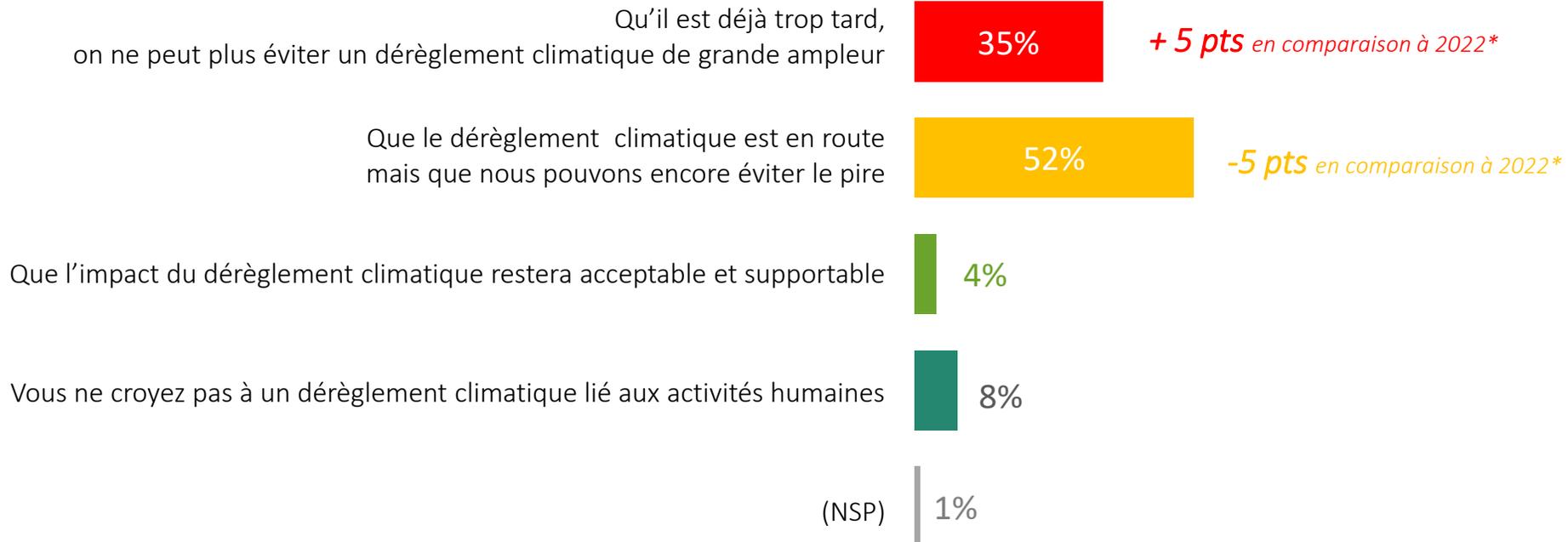
Que faire face au
dérèglement climatique ?



9 Français sur 10 constatent que le dérèglement climatique est en route et 35% pensent même qu'il est déjà trop tard, un sentiment qui progresse fortement (+5pts en 3 ans)



Aujourd'hui, quand vous pensez au dérèglement climatique, diriez-vous plutôt...



Dérèglement climatique : c'est en Bretagne mais aussi chez les étudiants, les employés et ouvriers et les 35-49 ans que le sentiment qu'il est déjà trop tard est le plus répandu



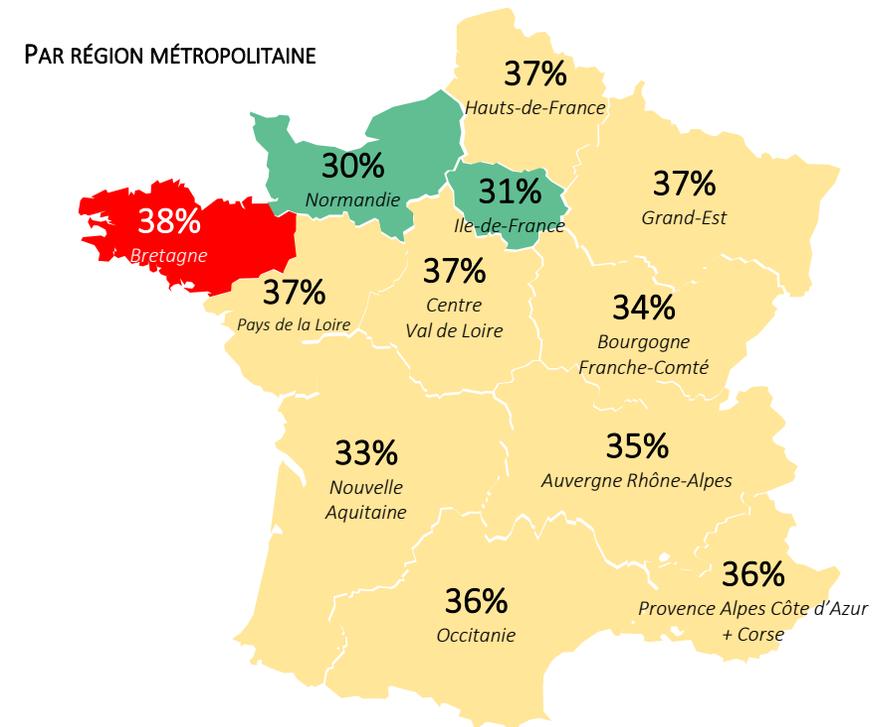
Quand vous pensez au dérèglement climatique, diriez-vous plutôt...

Qu'il est déjà trop tard, on ne peut plus éviter un dérèglement climatique de grande ampleur

Moyenne nationale : 35%

PAR SEXE	Hommes	37%	PAR ÂGE	Moins de 35 ans	35%
	Femmes	33%		35-49 ans	43%
PAR ACTIVITÉ	Indépendants	34%		50-64 ans	33%
	Cadres	37%		65-74 ans	28%
	Professions intermédiaires	35%		75 ans et +	21%
	Employés et ouvriers	43%			
	Retraités	27%			
	Elèves, étudiants	39%			

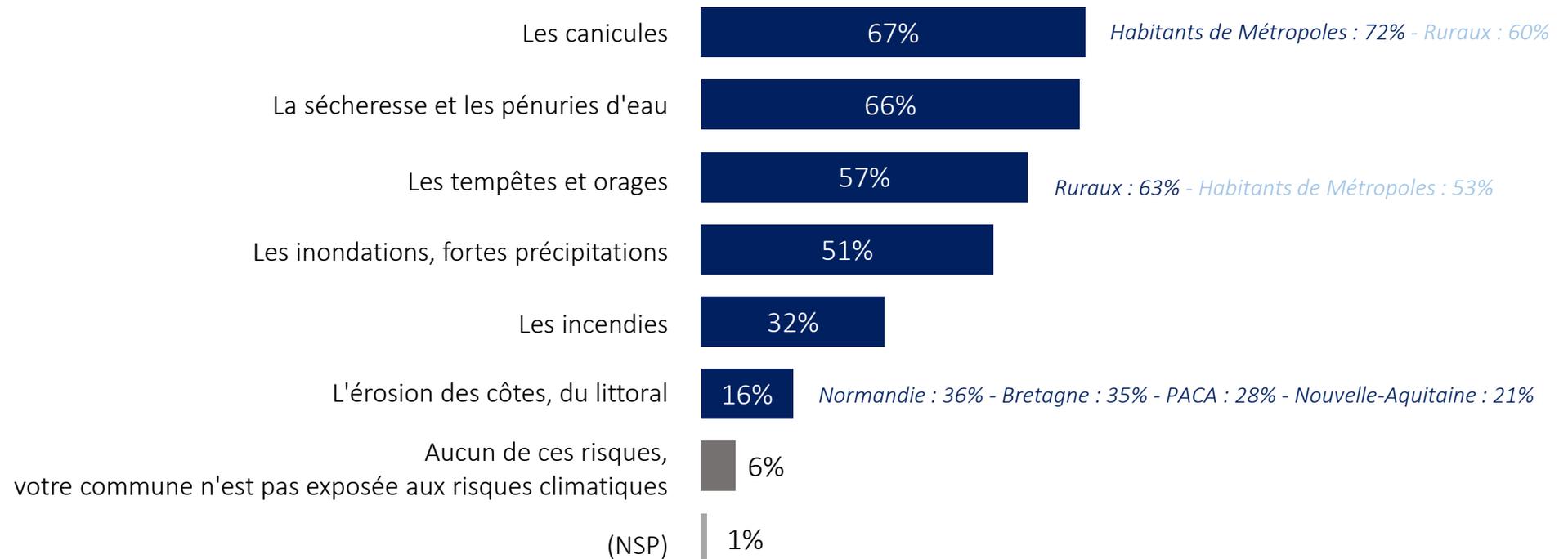
■ Résultat > moyenne nationale*
 ■ Résultat = moyenne nationale*
 ■ Résultat < moyenne nationale*



Risques climatiques menaçant la qualité de vie des habitants : les canicules, sécheresses et pénuries d'eau sont en tête des inquiétudes des Français pour leurs communes



Quand vous pensez à l'avenir de la commune où vous vivez, quels sont dans la liste suivante les risques climatiques et leurs conséquences qui menacent la qualité de vie des habitants ?



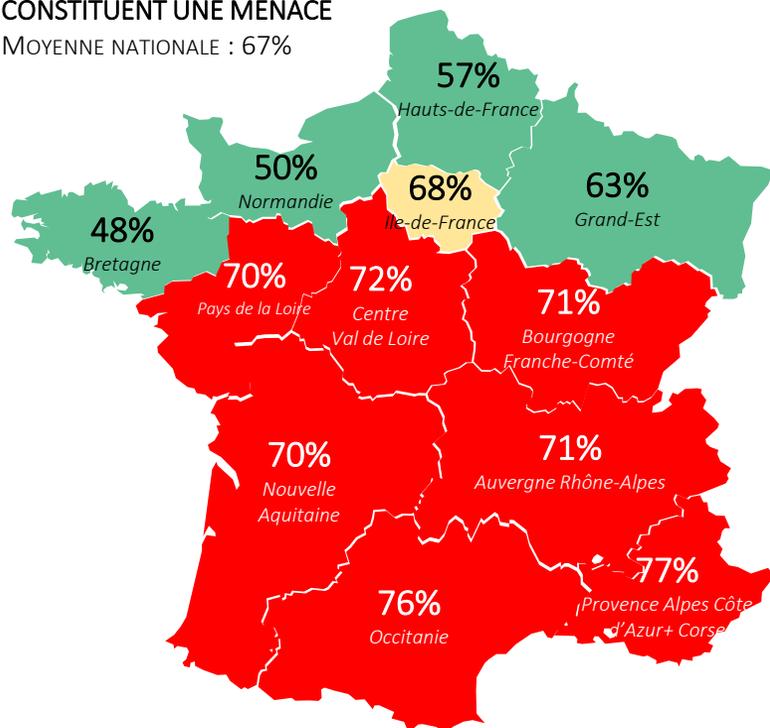
C'est dans le Sud que les inquiétudes sont les plus fortes concernant les canicules et pénuries d'eau, et dans l'Ouest que les tempêtes sont les plus redoutées



Quand vous pensez à l'avenir de la commune où vous vivez, quels sont dans la liste suivante les risques climatiques et leurs conséquences qui menacent la qualité de vie des habitants ?

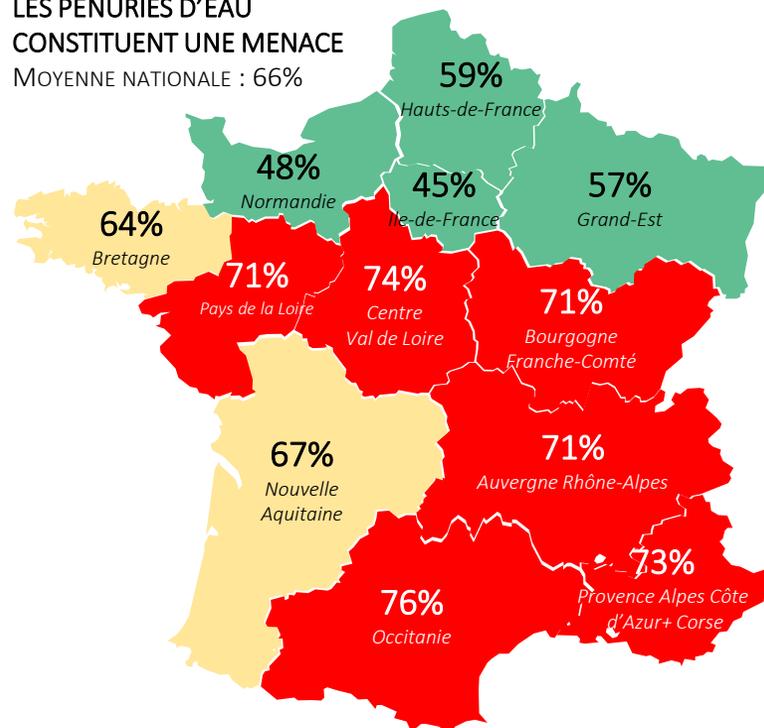
LES CANICULES CONSTITUENT UNE MENACE

MOYENNE NATIONALE : 67%



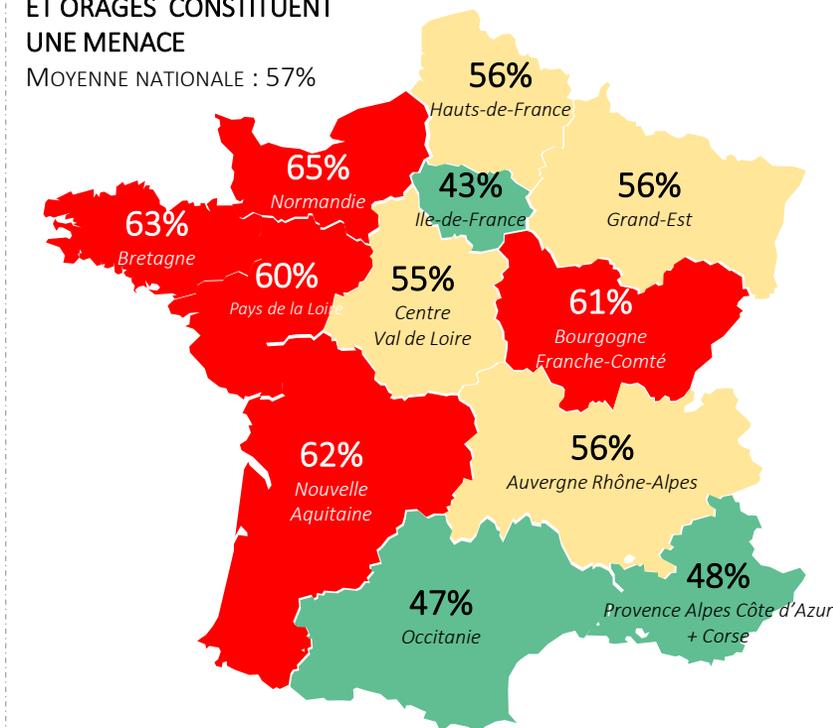
LA SÈCHERESSE, LES PÉNURIES D'EAU CONSTITUENT UNE MENACE

MOYENNE NATIONALE : 66%



LES TEMPÊTES ET ORAGES CONSTITUENT UNE MENACE

MOYENNE NATIONALE : 57%



■ Résultat > moyenne nationale* ■ Résultat = moyenne nationale* ■ Résultat < moyenne nationale*

* Différence statistique avec la moyenne nationale compte-tenu des marges d'erreur

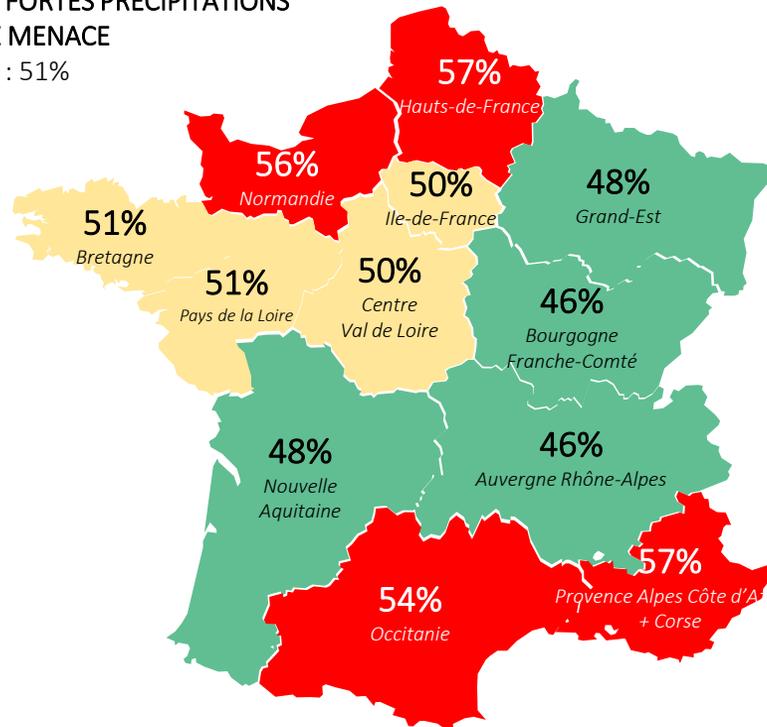
Alors que les craintes d'inondations sont assez diffuses, c'est dans le Sud de la France que les incendies suscitent le plus d'inquiétudes



Quand vous pensez à l'avenir de la commune où vous vivez, quels sont dans la liste suivante les risques climatiques et leurs conséquences qui menacent la qualité de vie des habitants ?

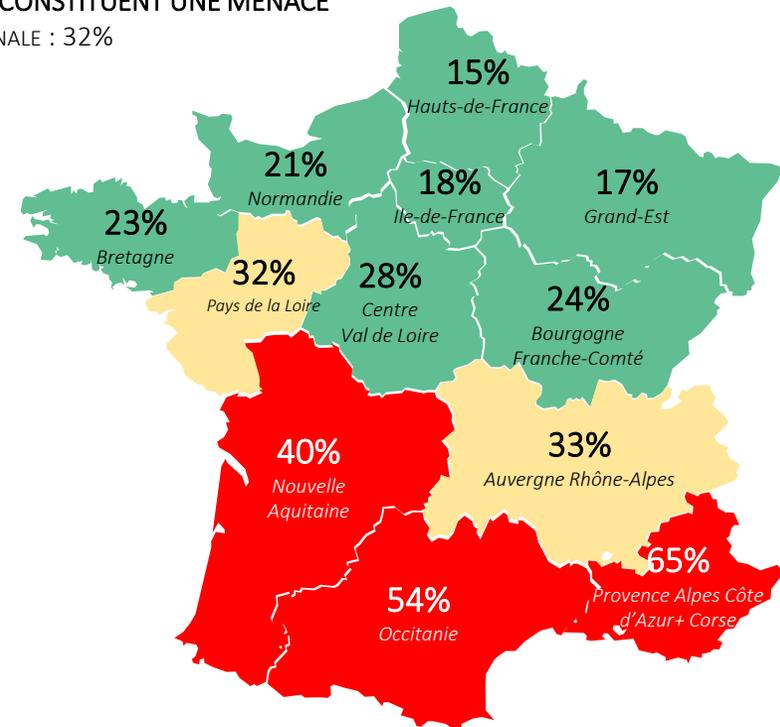
LES INONDATIONS, FORTES PRÉCIPITATIONS CONSTITUENT UNE MENACE

MOYENNE NATIONALE : 51%



LES INCENDIES CONSTITUENT UNE MENACE

MOYENNE NATIONALE : 32%



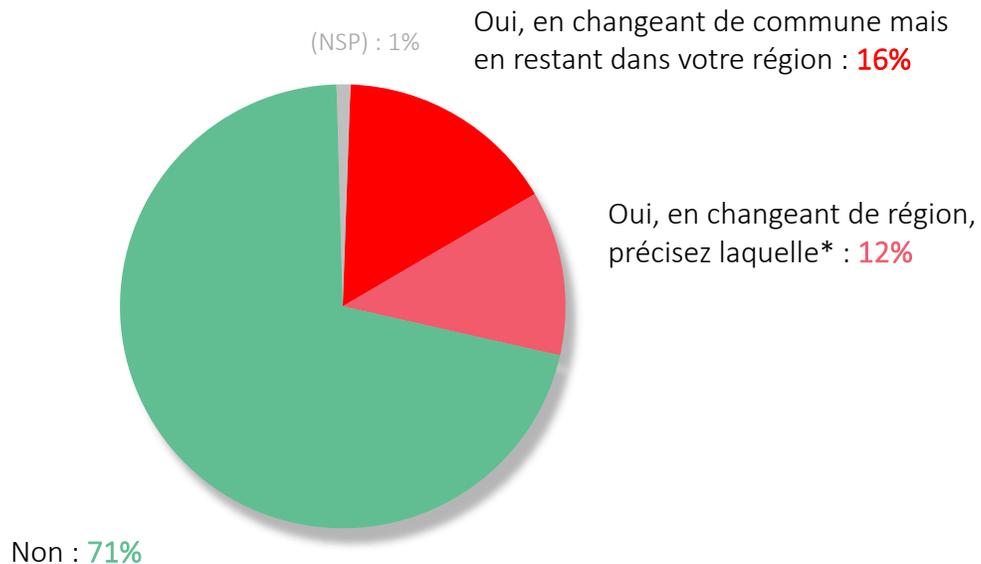
■ Résultat > moyenne nationale*
 ■ Résultat = moyenne nationale*
 ■ Résultat < moyenne nationale*

* Différence statistique avec la moyenne nationale compte-tenu des marges d'erreur

Dans ce contexte, 3 Français sur 10 pourraient déménager pour habiter dans une commune moins exposée aux risques climatiques, 12% pourraient même changer de région



Dans les prochaines années, pourriez-vous déménager pour habiter dans une commune moins exposée aux risques climatiques (canicules, inondations, tempêtes, incendies...)?



Pourraient déménager pour habiter dans une commune moins exposée aux risques climatiques : **28%**

***TOP 5 DES RÉGIONS DANS LESQUELLES LES FRANÇAIS DÉMÉNAGERAIENT POUR HABITER DANS UNE COMMUNE MOINS EXPOSÉE**

- | | |
|-------------------------|-----|
| 1. Bretagne | 37% |
| 2. Normandie | 14% |
| 3. Auvergne-Rhône-Alpes | 9% |
| 4. Nouvelle-Aquitaine | 7% |
| 5. Pays de la Loire | 6% |
| 5. Grand Est | 6% |

C'est chez les moins de 35 ans mais aussi en Île-de-France et dans le quart Sud-Est que l'on trouve le plus de personnes qui pourraient déménager face aux risques climatiques

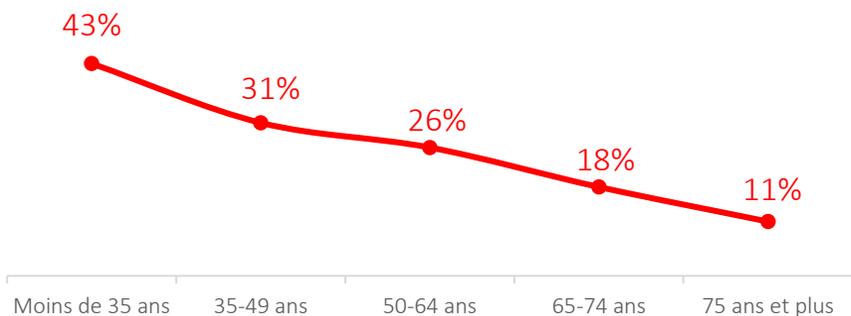


Dans les prochaines années, pourriez-vous déménager pour habiter dans une commune moins exposée aux risques climatiques (canicules, inondations, tempêtes, incendies...)?

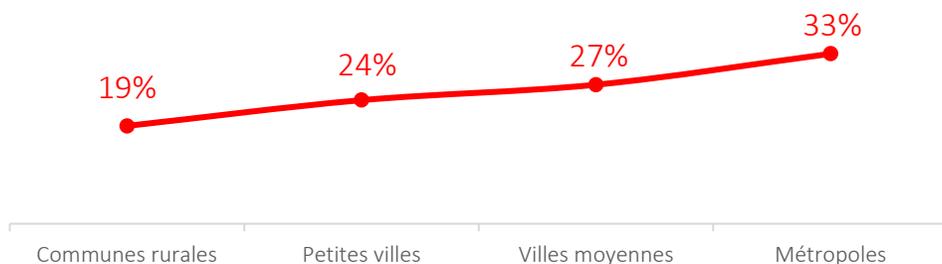
POURRAIENT DÉMÉNAGER POUR HABITER DANS UNE COMMUNE MOINS EXPOSÉE AUX RISQUES CLIMATIQUES

MOYENNE NATIONALE : 28%

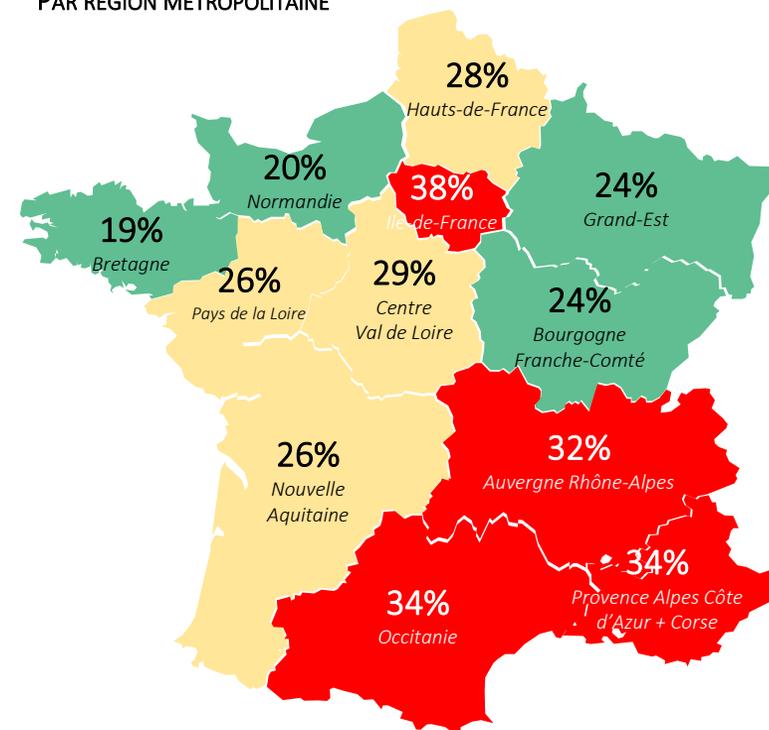
PAR ÂGE



PAR CATÉGORIE D'AGGLOMÉRATION**



PAR RÉGION MÉTROPOLITAINE



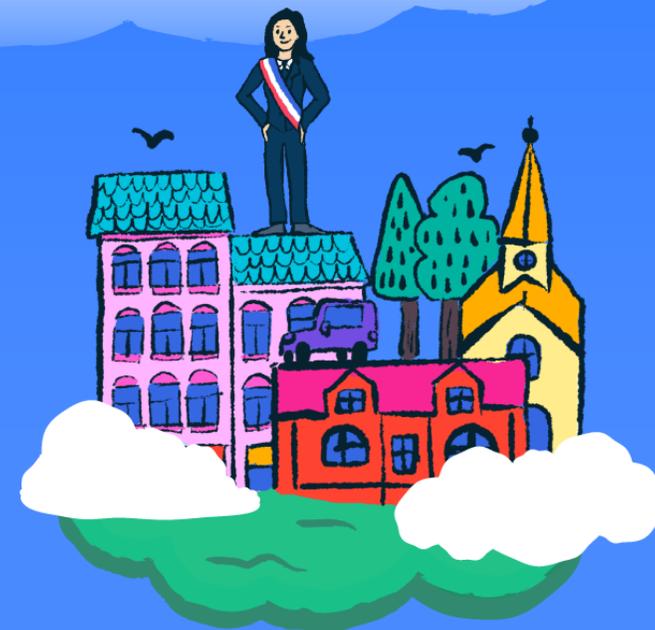


Résultats de la consultation

Confiance et attentes
à l'égard des maires

Consultation citoyenne

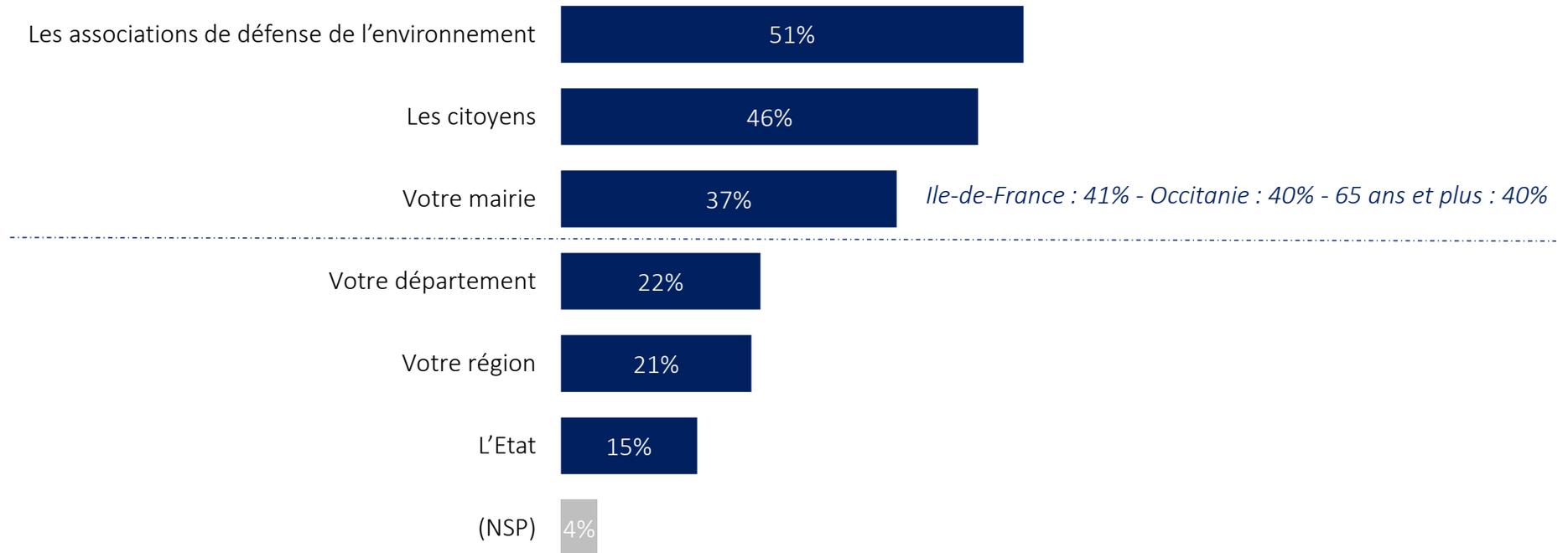
Que faire face au
dérèglement climatique ?



La mairie est la collectivité à laquelle les Français font le plus confiance pour lutter contre le dérèglement climatique sur le plan local



Parmi les institutions et acteurs suivants, auxquels faites-vous le plus confiance pour protéger les habitants de votre commune contre les conséquences du dérèglement climatique ? *Plusieurs réponses possibles*

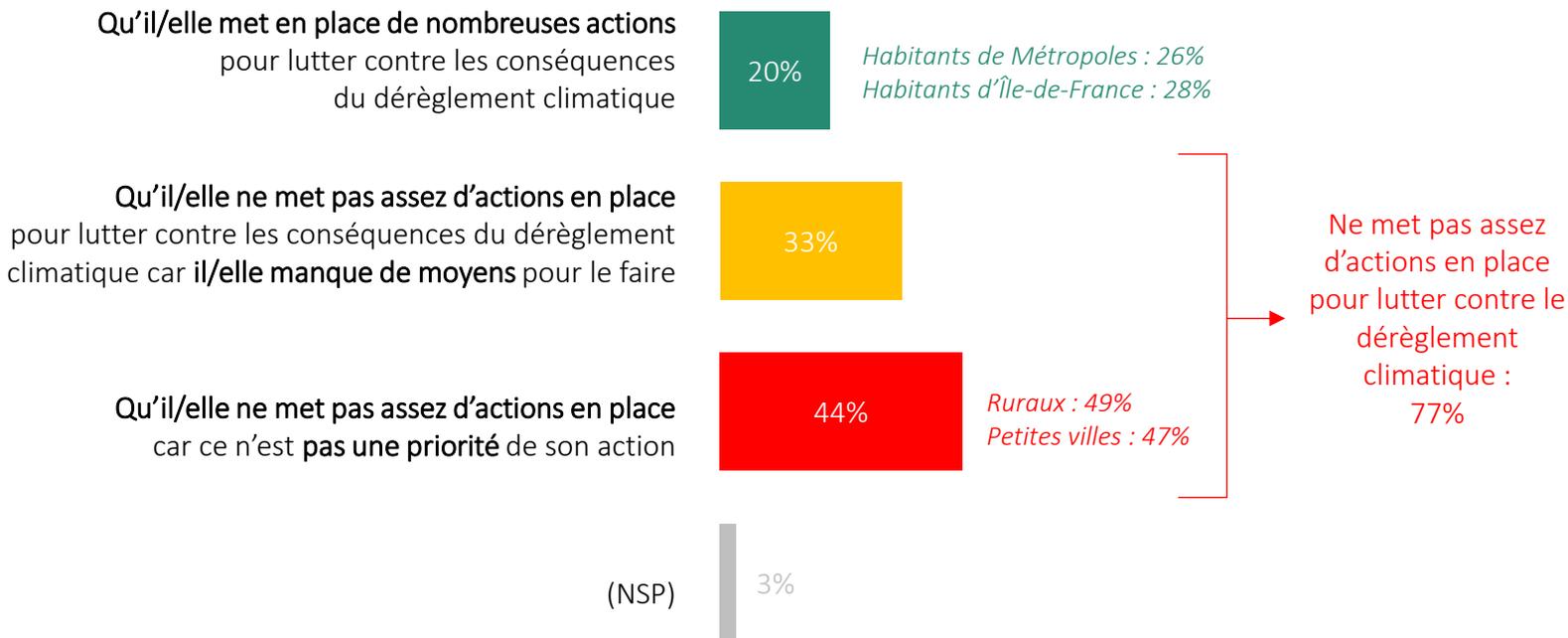


 Le total est supérieur à 100 car plusieurs réponses pouvaient être choisies.

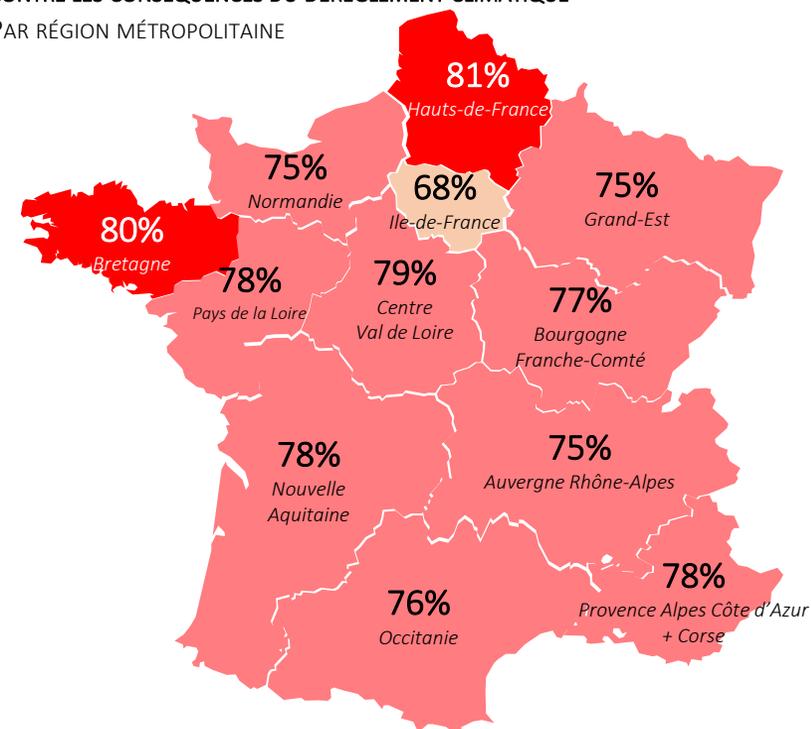
77% des Français estiment que leur maire ne met pas assez d'actions en place pour lutter contre le dérèglement climatique dont 44% car ce n'est pas une priorité de son action



A propos du/de la maire de votre commune, diriez-vous... ?



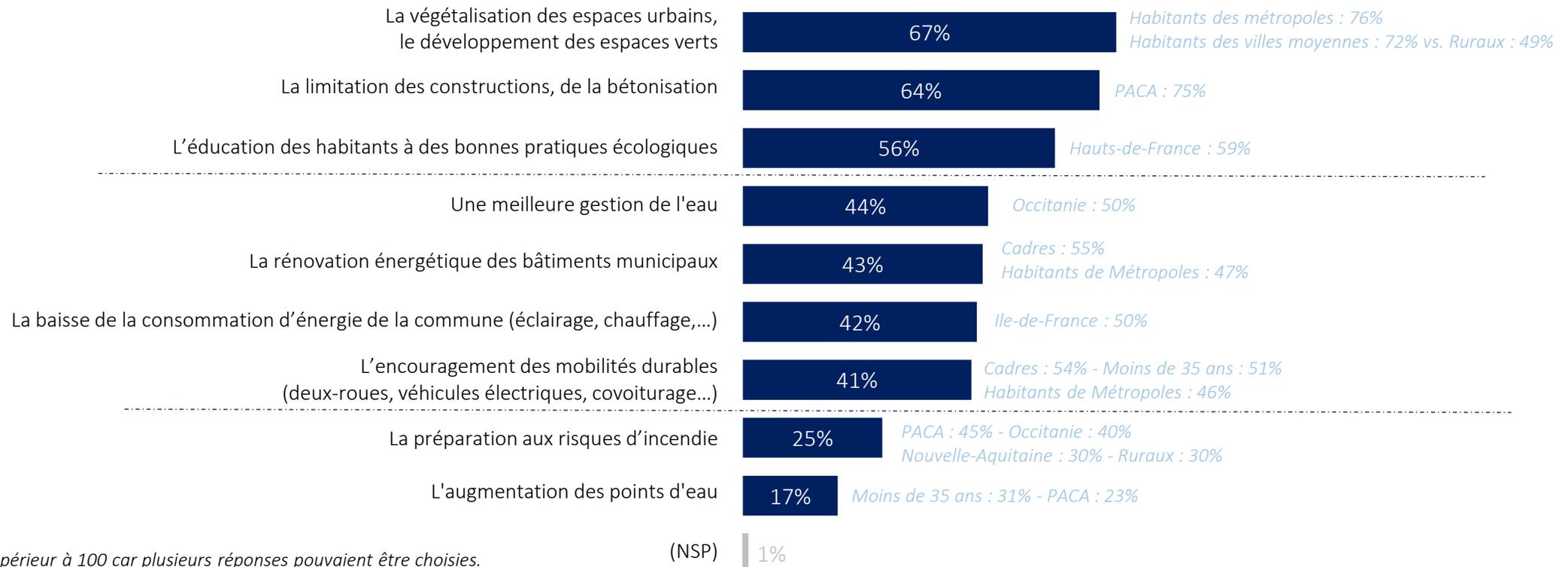
NE MET PAS ASSEZ D' ACTIONS EN PLACE POUR LUTTER CONTRE LES CONSÉQUENCES DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE PAR RÉGION MÉTROPOLITAINE



Priorités fixées aux maires contre le dérèglement climatique : renforcer la végétalisation de l'espace urbain, limiter les constructions, éduquer les habitants à de bonnes pratiques...



Pour chacune des mesures suivantes qui peuvent être prises pour adapter les villes aux conséquences du dérèglement climatique, quelles doivent être selon vous les priorités du/de la maire de votre commune ? *Plusieurs réponses possibles*



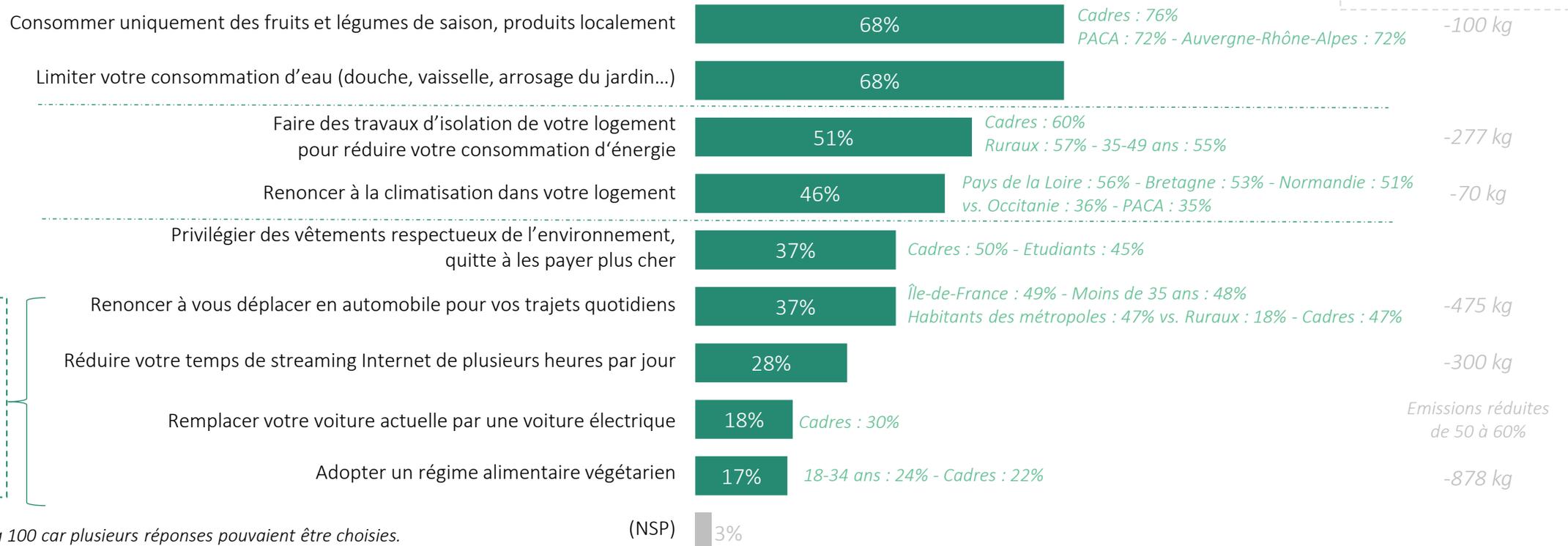
... un point utile étant donné que bien qu'ils soient très motivés pour s'engager personnellement, les Français privilégient encore des écogestes de moindre impact.



Parmi ces actions permettant de lutter contre le dérèglement climatique, lesquelles seriez-vous prêt(e) à adopter ou avez-vous déjà mises en place ?

Plusieurs réponses possibles

Réduction potentielle de l'empreinte carbone*
En kg CO2e / an



62% des Français ont mis en place ou seraient prêts à adopter au moins l'une de ces quatre actions

i Le total est supérieur à 100 car plusieurs réponses pouvaient être choisies.

*Réduction potentielle de l'empreinte carbone en mettant en place cet écogeste, estimation réalisée à partir des données de l'ADEME et de Nos Gestes Climat



Synthèse détaillée des résultats

Consultation citoyenne

Que faire face au
dérèglement climatique ?



Synthèse détaillée des résultats (1/6)

Climat : 3 Français sur 10 se disent prêts à déménager dans les années à venir

Loin d'être climatosceptiques, 9 Français sur 10 constatent que le dérèglement climatique est en route et 35% pensent même qu'il est déjà trop tard, un sentiment qui progresse fortement

Alors que les réseaux sociaux offrent aux « climatosceptiques » une caisse de résonance importante pouvant laisser penser qu'ils pèsent dans la population nationale, les résultats de notre grande consultation montrent qu'ils sont assez peu nombreux et représentent à peine 1 Français sur 10 (12%). Seuls 8% des Français indiquent en effet qu'ils ne croient pas à un dérèglement climatique lié aux activités humaines et 4% que l'impact du dérèglement climatique restera acceptable et supportable.

A l'inverse, 87% des Français pensent que le dérèglement climatique lié aux activités humaines produit déjà ses effets et le sentiment qui progresse fortement parmi eux est qu'il est déjà trop tard. 35% des Français en sont aujourd'hui convaincus, soit 5 points de plus que ce que nous mesurons en septembre 2022 dans un sondage Odoxa pour France Bleu. Marqué par de nombreuses perturbations climatiques, l'été horribilis 2025 pourrait donc avoir joué un rôle d'accélérateur du fatalisme des Français à l'égard du climat. Dans le détail, c'est notamment en Bretagne (38%), dans les Pays de la Loire, le Centre-Val-de-Loire, le Grand Est et les Hauts de France (37%) que ce sentiment est le plus répandu, tout comme chez les employés et ouvriers (43%), les étudiants (39%) et les 35-49 ans (43%).

Cette progression de la résignation des Français doit être prise au sérieux : elle fait peser un risque réel de démobilisation, chez ceux qui estiment que le combat contre le dérèglement climatique est déjà perdu. Dans les années à venir, il faudra s'appuyer sur les 52 % de Français qui gardent espoir et pensent qu'il est encore possible d'éviter le pire. À eux de convaincre ceux qui, aujourd'hui, semblent déjà baisser les bras.

Les Français placent les canicules (67%) et les pénuries d'eau (66%) en tête des risques qui menacent le plus la qualité de vie des habitants de leurs communes

Alors que l'été 2025 a été le troisième plus chaud jamais enregistré en France, 67% des Français déclarent que les canicules constituent le risque climatique qui menace le plus la qualité de vie des habitants de leur commune. Le regard inquiet sur les canicules est plus fort dans les Métropoles (72%) que chez les ruraux (60%) et il est encore plus élevé dans les régions du Sud de la France, atteignant même 76% en Occitanie et 77% en PACA. Corollaires des épisodes caniculaires, les sécheresses et pénuries d'eau constituent également un risque majeur perçu par les Français pour les résidents de leur commune, cité par 66% d'entre eux. C'est également un risque climatique auquel sont plus sensibles les habitants du Sud de la France.

Synthèse détaillée des résultats (2/6)

A un niveau proche, 57% des Français ont mentionné les tempêtes et orages parmi les risques climatiques qui pèsent le plus sur la qualité de vie de leurs concitoyens. C'est notamment un danger plus lourdement ressenti par les ruraux (63%) que par les habitants de Métropoles (53%). Sur ce sujet, ce sont les habitants des régions de l'Ouest de la France qui se montrent les plus inquiets, les citations de ce risque atteignant 65% chez les Normands, 63% chez les Bretons et 62% chez les habitants de Nouvelle-Aquitaine.

51% des Français ont cité les inondations et fortes précipitations comme un risque important pour la qualité de vie des habitants de leur commune. Cette crainte est plus dispersée sur le territoire national, citée aussi bien par 57% des habitants des Hauts de France et 56% des Normands que par 54% des Occitans et 57% des habitants de PACA.

Les inquiétudes relatives aux incendies sont plus réduites (32%) mais il faut noter qu'elles sont avant tout concentrées au Sud de la Loire. Ainsi, les mentions de ce risque sont nettement plus importantes en Nouvelle-Aquitaine (40%) et, surtout, en Occitanie (54%) et en PACA (65%) où elles atteignent leur plus haut niveau.

Plus en retrait, seuls 16% des Français ont mentionné l'érosion des côtes et du littoral comme étant le principal péril pour la qualité de vie des habitants de leur commune, celui-ci ressortant à un niveau plus élevé dans les régions ayant les façades maritimes les plus importantes : en Normandie (36%), en Bretagne (35%), en PACA (28%) et en Nouvelle-Aquitaine (21%).

28% des Français déclarent même qu'ils pourraient déménager pour habiter dans une commune moins exposée aux risques climatiques, 12% pourraient même changer de région

Das ce contexte de vives inquiétudes, 3 Français sur 10 seraient même disposés à changer de commune pour se protéger des risques climatiques. Une résolution que pourraient même prendre 43% des moins de 35 ans, à la fois plus sensibilisés aux questions environnementales... et plus mobiles géographiquement. A l'inverse, la part de personnes envisageant de changer de commune face au risque climatique est sensiblement moins élevée dans les populations moins mobiles que sont les 65-74 ans (18%) et les 75 ans et plus (11%).

Signe de l'influence des canicules, c'est notamment dans les métropoles (où ce risque est plus craint) que la part de personnes susceptibles de déménager pour échapper aux risques climatiques est au plus haut (33%) tout comme dans la région parisienne (38%) alors qu'elle est plus réduite dans les villes moyennes (27%), les petites villes (24%) et les communes rurales (19%). L'intention de déménager pour rejoindre une ville moins exposée aux risques climatiques est également significativement plus élevée que la moyenne nationale dans les régions les plus chaudes, en Auvergne-Rhône-Alpes (32%) en Occitanie (34%) et en PACA (34%).

Synthèse détaillée des résultats (3/6)

Parmi les 28% prêts à déménager, 12% des Français iraient jusqu'à changer de région pour se protéger des risques climatiques. S'ils étaient amenés à le faire, il est intéressant d'observer qu'ils se dirigeraient en tout premier lieu vers la Bretagne et son climat plus tempéré (37%) mais aussi en priorité vers des régions moins exposées aux canicules et souvent situées au nord de la Loire comme la Normandie (14%), la région Auvergne-Rhône-Alpes (9%), la Nouvelle-Aquitaine (7%) ou encore les Pays de la Loire (6%) et le Grand Est (6%).

Pour lutter contre le dérèglement climatique sur le plan local, la mairie est la collectivité à laquelle les Français font le plus confiance (37%), devant le département (22%) et la région (21%)

Il est tout d'abord important de noter que ce n'est pas aux collectivités locales que les Français font le plus confiance pour protéger les habitants de leur commune contre les conséquences du dérèglement climatique. Dans ce domaine, ils font plus fortement confiance aux associations de défense de l'environnement (51%) et aux citoyens eux-mêmes (46%), souvent identifiés comme des moteurs incontournables des évolutions de comportement dans les études sur les sujets environnementaux.

Parmi les collectivités qui leur ont été soumises dans la consultation, c'est à leur mairie (37%) que les Français font le plus confiance pour protéger leurs concitoyens des risques climatiques, la municipalité retrouvant ici son statut d'échelon territorial dont les Français se sentent les plus proches. Sur cet indicateur, les villes devançant nettement les départements (22%) ou les régions (21%) mais surtout l'Etat, cité à un niveau largement moindre (15%).

La strate nationale confirme ici son manque de crédit dans l'opinion alors que nous mesurons déjà en octobre 2022 (sondage Odoxa pour le Cercle des élus locaux) que 73% des Français ne faisaient pas confiance aux élus nationaux pour engager les changements imposés par le réchauffement climatique.

77% des Français estiment néanmoins que leur maire ne met pas assez d'actions en place pour lutter contre le dérèglement climatique et si 33% considèrent que c'est parce qu'il manque de moyens, ils sont 44% à penser que c'est parce que ce n'est pas une priorité de son action

Alors que les mairies font partie des acteurs sur lesquels les Français comptent pour lutter contre les effets du dérèglement climatique, celles-ci semblent ne pas être à la hauteur de leurs attentes. Plus de $\frac{3}{4}$ des Français estiment en effet que leurs maires ne mettent pas assez d'actions en place pour lutter contre les conséquences de ces dérèglements, un sentiment partagé par 81% des habitants des Hauts de France et 80% des Bretons alors que les Franciliens (68%) sont les moins critiques en la matière.

Synthèse détaillée des résultats (4/6)

Parmi les 77% de Français qui jugent leur maire désinvesti sur le dérèglement climatique, 33% adoptent une posture assez compréhensive et jugent que c'est surtout parce qu'il/elle manque de moyens. A contrario, 44% se montrent plus critiques et jugent que s'il/elle ne s'implique pas suffisamment c'est surtout parce que cela n'est pas une priorité de son action. Ce sentiment est notamment partagé par 49% des habitants de communes rurales et 47% de ceux des petites villes.

A l'opposé, seuls 20% des Français déclarent que leur maire met en place de nombreuses actions pour lutter contre le dérèglement climatique, une opinion qui atteint son plus haut niveau auprès des habitants de l'Île de France (28%) et des Métropoles (26%) alors qu'il est au plus bas dans les Hauts-de-France (15%).

Pour adapter les villes aux conséquences du dérèglement climatique, les Français fixent trois priorités majoritaires aux maires : renforcer la végétalisation de l'espace urbain (67%), limiter les constructions et la bétonisation (64%) et éduquer les habitants à de bonnes pratiques écologiques (56%)

Avec 67% de citations, le développement des espaces verts fait ainsi figure de priorité n. 1 des Français pour adapter les communes aux conséquences du dérèglement climatique. Cet item a été cité à haut niveau dans l'ensemble des régions et plus fortement encore dans les métropoles (76%) et les villes moyennes (72%), contre uniquement 49% de mentions chez les ruraux.

Dans la continuité du souhait de voir leur cadre de vie faire plus de place au végétal, 64% des Français ont aussi mentionné la nécessité de limiter les constructions et la bétonisation pour mieux adapter les communes aux perturbations climatiques. Fortement exposés aux canicules durant lesquelles leur vulnérabilité est amplifiée par la densité des constructions, les habitants de PACA (75%) ont été les plus nombreux à faire part de leurs attentes sur ce sujet.

Au-delà de ces priorités liées à des enjeux d'aménagement, 56% des Français ont indiqué que la priorité du maire de leur commune pour adapter la ville au dérèglement climatique serait de mieux éduquer les habitants à de bonnes pratiques écologiques, un niveau élevé sur un sujet moins formel, qui rappelle à quel point l'implication des habitants est un facteur décisif pour relever le défi de la lutte contre les perturbations climatiques.

En retrait, 44% des Français (et 50% des Occitans) estiment que leur maire devra veiller à une meilleure gestion de l'eau et une proportion équivalente à renforcer la rénovation énergétique des bâtiments municipaux (43%), à baisser la consommation d'énergie municipale (42%) et à encourager les mobilités durables (41% et 46% chez les habitants de Métropoles).

Synthèse détaillée des résultats (5/6)

Pour mieux adapter les villes aux conséquences du dérèglement climatique, 25% des Français estiment que la préparation aux risques d'incendie devrait être une priorité pour leur maire, un sujet sur lequel les attentes sont logiquement bien plus fortes dans les zones les plus exposées à ce risque (PACA : 45%, Occitanie : 40%, Nouvelle-Aquitaine : 30%). 17% des Français ont enfin cité la nécessité d'augmenter les points d'eau, un item mentionné plus fortement par les moins de 35 ans (31%) et les habitants de PACA (23%).

L'éducation des habitants à de bonnes pratiques écologiques pourrait en effet être très utile étant donné que bien qu'ils soient très motivés pour s'engager personnellement, les Français privilégient encore des écogestes dont l'impact reste limité et sont moins nombreux à envisager des solutions plus bénéfiques pour le climat mais plus drastiques

A un niveau élevé, près de 7 Français sur 10 indiquent qu'ils seraient prêts à consommer uniquement des fruits et légumes de saison produits localement (ou le font déjà) et au même niveau 68% déclarent qu'ils sont prêts à s'engager à réduire leur consommation d'eau. Il est important de noter que si le potentiel d'implication citoyenne sur ces deux écogestes est élevé, il s'agit de pratiques déjà assez répandues et donc peu susceptibles de réduire fortement notre empreinte carbone.

Plus impactant en termes de protection du climat, 51% des Français déclarent qu'ils pourraient ou ont déjà fait des travaux de rénovation de leur logement pour réduire leur consommation d'énergie, un comportement sur lequel le potentiel d'engagement atteint même 60% chez les cadres et 57% chez les ruraux.

46% des Français déclarent aussi qu'ils pourraient renoncer à la climatisation dans leur logement mais sur cette pratique, l'engagement varie très fortement selon les régions : il atteint 53 % chez les Bretons, 56 % dans les Pays de la Loire et 51 % en Normandie, contre seulement 36 % en Occitanie et 35 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur, des régions pourtant plus exposées aux fortes chaleurs et donc davantage concernées par les enjeux liés à la climatisation.

En retrait, 37% des Français seraient prêts à privilégier des vêtements respectueux de l'environnement quitte à les payer plus chers (ou le font déjà), un geste pour le climat sur lequel l'engagement est plus fort chez les cadres (50%) et les étudiants (45%) alors qu'il est nettement plus réduit chez les employés et ouvriers (33%) et chez les 65 ans et plus (34%).

La part de Français pouvant envisager de renoncer à se déplacer en automobile pour leurs trajets quotidiens, de réduire leur streaming de plusieurs heures/jour (28%), de remplacer leur voiture par un véhicule électrique (18%) ou d'adopter un régime alimentaire végétarien (17%) est enfin plus limitée, alors que ces écogestes sont plus bénéfiques pour la planète mais impliquent des changements plus drastiques dans le quotidien.

Synthèse détaillée des résultats (6/6)

Légitimes et attendus sur ce sujet, les maires gagneraient à mieux sensibiliser leurs administrés à de « bonnes pratiques pour la planète » car ceux-ci sont bien disposés : 62% d'entre eux sont d'ores et déjà prêts à mettre en œuvre au moins l'un des 4 écogestes les plus bénéfiques pour le climat testés dans la consultation.

Parmi les pratiques les plus efficaces pour lutter contre le dérèglement climatique, seule une minorité de Français se disent ainsi prêts (ou l'ont déjà fait) à renoncer à se déplacer en automobile pour leurs trajets quotidiens (37%), à réduire leur temps de streaming Internet de plusieurs heures par jour (28%), à remplacer leur voiture actuelle par une voiture électrique (18%) ou à adopter un régime alimentaire végétarien (17%).

Mais le défi de la mobilisation pour le climat ne doit pas être abandonné pour autant. L'analyse des résultats montre ainsi qu'au global, plus de 6 Français sur 10 (62%) sont prêts à se mobiliser pour adopter au moins l'un de ces gestes fortement protecteurs pour le climat. Confiants dans la capacité de leurs communes à protéger les habitants contre les perturbations climatiques et en attente d'une meilleure éducation citoyenne aux bonnes pratiques écologiques, les Français seront donc très satisfaits de voir leurs maires et mairies s'impliquer à leurs côtés pour répondre aux enjeux que soulève la variété de leurs inquiétudes pour la planète.